

KAIRAT UMAROV

Vice-ministre des Affaires étrangères, République du Kazakhstan

Philippe Chalmin, Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

Nous allons changer de pays et je propose ensuite qu'on réserve la discussion et les questions. Nous avons vu dans un des plus grands pays de la planète en termes de population, une politique agricole très ancienne remontant et se fondant sur les bases du gandhisme (autosuffisance, etc.).

Passons maintenant à un pays récent (1990). On se souvient, dans nos livres d'histoire, de la campagne de Krouchtchev pour les terres vierges du Kazakhstan.

Aujourd'hui, le Kazakhstan est un des grands exportateurs mondiaux : c'était l'année dernière 16 millions de tonnes de blé et entre 8 et 10 cette année – suivant les sources.

C'est un cas de figure totalement différent et donc je serais heureux que Monsieur Umarov (Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères) nous en parle.

Kairat Umarov

Monsieur le président, Excellences, Mesdames et Messieurs, je tiens tout d'abord à complimenter l'IFRI sur l'excellente préparation de cette conférence et la chaleureuse hospitalité de ses hôtes. Je pense que puisque nous disposons de toutes les conditions nécessaires à un travail efficace, nous nous devons d'obtenir de bons résultats dans nos débats et délibérations.

Ceci nous offre la possibilité inestimable de débattre d'un des problèmes clés de notre temps ; garantir la sécurité alimentaire. L'aggravation du problème alimentaire mondial au XXI^e siècle est essentiellement provoquée par la disproportion entre un taux élevé de croissance de la population et des réserves alimentaires insuffisantes à la suite d'une réduction des ressources de base nécessaires à la production agricole. Nous avons d'ores et déjà été les témoins d'une vague d'émeutes alimentaires à travers le monde. La crise mondiale et la crise alimentaire ont mis en péril tous les efforts de la communauté internationale visant à relever les défis humanitaires.

Aujourd'hui, le problème de la faim soulève une nouvelle menace. Auparavant, il était la conséquence d'une sécheresse, ou d'autres désastres naturels, alors qu'aujourd'hui il est provoqué par le prix élevé de la nourriture. Dans le monde, 40 pays souffrent de pénurie alimentaire ; plus d'un milliard de personnes souffrent de manque d'eau et ce chiffre triplera d'ici à 2025. Les prix mondiaux de l'énergie galopent, provoquant l'augmentation des prix de toutes sortes de marchandises, y compris la nourriture. Selon les Nations Unies, les prix mondiaux des aliments ont augmenté de 83 % ces dernières années, alors que la taille des réserves alimentaires est tombée au niveau le plus bas de ces 30 dernières années.

Il y a moins d'un mois, la communauté internationale représentée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, a réaffirmé sa responsabilité dans la mise en application des Objectifs du Millénaire pour le Développement, y compris l'élimination définitive de la pauvreté extrême et de la faim. Le fait que ce problème ait été discuté ces deux dernières années au sein de forums mondiaux et régionaux est rassurant. La communauté internationale reconnaît que

l'accroissement du nombre de personnes souffrant de pauvreté et de faim dans le monde est tout simplement inacceptable, et malgré les efforts internationaux, la sécurité alimentaire mondiale doit encore être améliorée.

Plus d'un milliard de personnes souffrant de la faim attestent du fait que la communauté internationale n'a pas réussi à mobiliser les ressources nécessaires ni à respecter les engagements pris dans des documents tels que la Charte internationale des Droits de l'Homme, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition, et la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale.

En conséquence, nous sommes pour une réforme de l'intégralité du système de gestion de la sécurité alimentaire mondiale. Nous sommes convaincus que le renforcement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions émanant des Nations Unies, comme le système des Nations Unies dans son ensemble, doit retenir toute notre attention et bénéficier d'un soutien politique total. Nous devons améliorer les procédures d'évaluation de la vulnérabilité, les réseaux d'alerte rapide en cas de nouvelle crise alimentaire et le mécanisme de réaction rapide pour faire face à ces problèmes. Il est primordial de créer de bonnes conditions économiques et sociales en vue de la mise en œuvre de mesures concrètes de sécurité sociale. La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire internationale doit être renforcée dans le cadre des institutions existantes ; elle doit garantir la coordination de toutes les mesures et actions destinées à faire face à ces problèmes complexes.

Il faut mettre en place un système de sécurité alimentaire mondial, afin de garantir la coordination des politiques entre des secteurs comme l'agriculture, l'économie, la protection environnementale et sociale, et afin de surveiller les actions entreprises. La cohérence politique permettra de définir des priorités au sein des stratégies de développement mondiales et nationales, et attirera des investissements en provenance d'institutions privées et publiques en vue d'améliorer la productivité agricole ainsi que la protection environnementale et sociale.

La distribution actuelle des richesses a mis depuis longtemps à l'épreuve la stabilité de l'équilibre mondial, et personne ne peut garantir que cet équilibre fragile ne se brisera pas dans un avenir proche. Nous sommes tous conscients qu'en l'absence d'un équilibre économique international, il est impossible de réussir le développement durable du système mondial. Le déséquilibre économique est le terreau de l'immigration illégale, de l'extrémisme et de l'accroissement des tensions sociales.

Le Kazakhstan est d'avis, à ce propos, qu'il est primordial de terminer les négociations de Doha en vue d'éliminer les subventions et les droits de douane agricoles dans les pays développés, et de promouvoir le développement agricole dans les pays les moins développés et ceux en développement ; sans quoi il sera extrêmement difficile de progresser sur cette question. Le Kazakhstan partage l'inquiétude concernant la sécurité alimentaire dans le monde, et pense qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une approche globale cohérente dans le combat contre la faim, grâce au soutien de stratégies nationales et de la coordination d'organisations internationales.

Nous pensons qu'il est primordial de mettre à profit le potentiel de pays disposant de grandes réserves en terres, en eau et autres ressources naturelles. Le Kazakhstan fait partie de ces pays, et nous suivons de près la situation sur les marchés agricoles et alimentaires. Le président souligne que le développement du secteur économique est un facteur clé de la stabilité socio-politique et économique de la société. Depuis cette année, la politique agricole de l'Etat repose sur le programme national d'innovation et de développement industriels intensifs.

Le Kazakhstan prend des mesures pour moderniser et améliorer la productivité du secteur agricole, et cette politique a d'ores et déjà donné des résultats concrets. La stabilité politique et économique ainsi qu'un environnement social sain ont aidé à rétablir les capacités de production alimentaire ainsi que les stocks stratégiques de produits agricoles du pays.

Le Kazakhstan était le grenier à grains de l'ancienne Union soviétique, mais après le chaos de la séparation, nous avons perdu plus de la moitié de notre production ; nous fournissons des efforts considérables pour la rétablir aujourd'hui. L'Etat porte une attention particulière à l'éducation et à la formation technique, à la modernisation des équipements et de la base technique, à la mise en œuvre accrue de technologies de pointe en agriculture, à l'attraction d'investissements et à la mise de son cadre législatif aux normes internationales.

Ces dernières années, l'économie d'eau est passée de 12 % à 60 % dans la production céréalière, et nous développons l'utilisation de technologies d'irrigation. De nos jours, des programmes sont mis en œuvre pour moderniser la machinerie agricole et augmenter la rentabilité et la productivité du secteur agricole. Nous construisons et développons la capacité des terminaux céréaliers en vue d'étendre la zone géographique des exportations céréalières. Tous les types d'élevages se développent et des prairies quasiment infinies de 180 millions d'hectares nous permettent des productions animales concurrentielles et soucieuses de l'environnement. Nous mettons en œuvre des projets d'investissement pour les stations d'alimentation, nous montons de nouvelles installations et modernisons les laboratoires vétérinaires existants. Le Kazakhstan a le potentiel pour doubler son cheptel et augmenter de façon considérable la productivité dans ce secteur.

Actuellement, le Kazakhstan assure non seulement sa propre sécurité alimentaire, mais il devient en outre un fournisseur fiable de produits alimentaires à l'exportation. Les mesures gouvernementales, en général, visent à augmenter l'attrait de l'agriculture et son efficacité, ce qui devrait avoir des répercussions positives sur la sécurité alimentaire et la situation macro économique au sein du pays et au-delà. Par exemple, le Kazakhstan figure parmi les dix premiers exportateurs mondiaux de blé et de farine ; il produit un blé de très haute qualité, riche en protéine et en gluten. Le Kazakhstan est dès lors l'un des chefs de file mondiaux des exportateurs de farine, avec 2,5 millions de tonnes prévues cette année ; nous sommes en première position depuis quatre ans.

Des investissements supplémentaires dans le secteur agricole et l'introduction de nouvelles technologies agricoles pourraient aider le pays à augmenter les exportations de tels produits et lui permettre de continuer sa lutte contre la crise alimentaire. Par exemple, dès le 11 octobre de cette année, le Kazakhstan a récolté 13 millions de tonnes de céréales, bien que cette année ait été particulièrement difficile, sur lesquelles huit millions de tonnes étaient destinées à l'exportation. Le Kazakhstan projette d'étendre sa coopération avec le Programme Alimentaire Mondial et part du principe qu'il convient d'inclure les producteurs kazakhs dans les fournisseurs de ce programme. Le Kazakhstan fournit régulièrement une aide humanitaire, comprenant de la nourriture, aux pays touchés par des catastrophes.

Aujourd'hui les principaux pays et la communauté internationale dans son ensemble doivent prendre des mesures énergiques pour mettre au point de nouvelles formes de coopération à même de stabiliser l'économie mondiale et de surmonter les déséquilibres mondiaux. Le renforcement de la coopération sur la sécurité alimentaire est primordial et opportun. Une question importante touche l'augmentation des investissements dans les technologies durables, l'amélioration de la qualité des terres agricoles et l'augmentation de la productivité des récoltes. D'après l'expérience de mon pays, nous pensons qu'il faut aborder la sécurité alimentaire avec un mélange d'autorégulation des marchés et de soutien étatique du secteur agricole. Des innovations technologiques sont nécessaires, de pair avec une productivité accrue, grâce à un meilleur accès aux nouvelles technologies et aux ressources en investissements.

Le développement du secteur agricole est impossible sans la création d'un système commercial mondial équitable et concurrentiel et sans l'augmentation des investissements pour la recherche et le développement de l'agriculture. Nous pensons qu'il est nécessaire de consolider le potentiel existant afin de garantir un développement durable à travers le monde, sans quoi, contrairement aux décisions de Rome, le nombre de personnes touchées par la faim ne diminuera pas à l'horizon 2015, mais il aura augmenté.

Le Kazakhstan s'engage à relever ce défi. Je vous remercie pour votre attention.

Philippe Chalmin

J'ai une question. Qui détient les exploitations agricoles au Kazakhstan ? Etes-vous retourné au système d'exploitation familiale ou les avez-vous conservées en tant qu'entités étatiques et privées ?

Kairat Umarov

Il est intéressant de noter qu'il y avait de grandes exploitations collectives dans les zones rurales de l'ancienne Union soviétique. Une réforme radicale du secteur agricole a vu le jour après l'indépendance ; toutes les exploitations collectives ont été démantelées, et aujourd'hui nous avons des petites exploitations privées. Cependant, la tendance récente est au rassemblement de ces petites exploitations, car pour exploiter ces champs immenses, il faut louer ou

acheter du matériel onéreux. C'est la raison pour laquelle les petites exploitations se rassemblent afin de louer ou d'acheter l'équipement nécessaire au processus d'exploitation. Ainsi voyons-nous s'agrandir de petites exploitations ; elles restent privées mais de taille plus importante.

Philippe Chalmin

Avez-vous des investissements étrangers, comme c'est le cas en Ukraine, particulièrement des investissements chinois ?

Kairat Umarov

Pas à l'heure actuelle. Nous souhaitons attirer des investissements dans le secteur agricole, car nous pensons qu'il s'agit d'une option très prometteuse en termes de retours sur investissement. La Chine ne fait partie d'aucun de ces projets, bien que l'intérêt soit présent. Les ouvriers chinois sont très travailleurs et souhaiteraient travailler au Kazakhstan, dont la superficie des terres arables est équivalente à celle de l'Inde, mais dont la population ne compte que 15 millions de personnes. Nous recherchons des technologies en provenance d'Europe et d'autres pays qui pourraient nous venir en aide.